



HAL
open science

La révolution bolivarienne à bout de souffle ?

Jean-Pierre Massias

► **To cite this version:**

| Jean-Pierre Massias. La révolution bolivarienne à bout de souffle ?. 2017, pp.15-16. hal-04123621

HAL Id: hal-04123621

<https://univ-pau.hal.science/hal-04123621>

Submitted on 9 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La révolution bolivarienne à bout de souffle ?

Depuis le début de l'année 2017, les images provenant du Venezuela témoignent d'un pays sombrant progressivement dans une situation chaotique, marquée par des violences considérables déchirant le pays. Quatre ans après le décès d'Hugo Chavez, le Venezuela s'est en effet engouffré dans une quadruple crise économique, sociale, politique et sécuritaire.

Arrivé au pouvoir en 2014, Nicolas Maduro – dauphin d'Hugo Chavez – a dû faire face à la victoire de l'opposition anti-chaviste lors des élections législatives de décembre 2015 et à une chute considérable du prix du pétrole, pourtant primordial pour le Venezuela. L'opposition, auparavant fragmentée, s'est progressivement rassemblée autour de la coalition « Table pour l'unité démocratique » (*Mesa de la Unidad Democrática* – MUD), dont l'ambition affichée est de mettre fin au règne chaviste. En mai 2016, Enrique Capriles a ainsi annoncé avoir recueilli un nombre suffisant de signatures pour organiser un référendum révocatoire destiné à destituer Maduro. Cette tentative s'est toutefois heurtée au Conseil national électoral – l'autorité électorale – et a conduit à une vague de manifestations, rassemblant jusqu'à un million de Vénézuéliens, à Caracas, en septembre 2016. Au-delà de ces rassemblements et des violences récurrentes depuis plusieurs mois, l'exil de nombreux Vénézuéliens vers les pays voisins (en particulier la Colombie et le Brésil), voire vers l'Europe, témoigne de la profonde crise que connaît le pays.

L'opposition au chavisme s'est encore davantage crispée lors de l'élection d'une Assemblée constituante (*Asamblea Nacional Constituyente* – ANC), dans un contexte de violences à la fin du mois de juillet dernier. Présidée par Delcy Rodríguez, ministre à deux reprises entre 2013 et 2017, cette assemblée doit adopter une nouvelle Constitution afin – selon le gouvernement – de « mieux garantir les droits des Vénézuéliens et la réconciliation au sein du pays ». Le projet constitutionnel devra être approuvé par les 545 membres exclusivement chavistes de l'assemblée, avant d'être soumis au référendum. Conspuée par l'opposition, au motif qu'elle méconnaîtrait la Constitution, l'assemblée constituante prévoit en outre la création d'une Commission Vérité et Réconciliation (*Comisión para la Verdad, la Justicia, la Paz y Tranquilidad Pública*) chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'Homme provoquées par la « violence politique » commises depuis 1999.

Les élections régionales du 15 octobre ont été remportées par les chavistes. Sans surprise, l'opposition a toutefois contesté cette victoire, en dénonçant des fraudes massives lors du scrutin, et appelé les dirigeants étrangers à se mobiliser. Néanmoins, brisant l'union anti-chaviste, 4 des 5 gouverneurs de l'opposition, élus sous les couleurs du parti Acción Democrática, ont prêté serment devant l'Assemblée constituante le 24 octobre dernier. Plusieurs pays voisins du Venezuela, ainsi que le Canada, ont fait état de leur préoccupation et demandé la mise en place d'un audit concernant les résultats des élections régionales. Le gouvernement de Caracas a dénoncé une volonté d'ingérence des Etats-Unis et de ses alliés dans le déroulement d'un scrutin démocratique, tandis que Donald Trump annonçait de nouvelles sanctions contre le régime de Maduro.

Des tentatives de négociations entre le gouvernement de Maduro et l'opposition avaient pourtant été menées en octobre 2016 par le Vatican et l'Union des nations sud-américaines, mais étaient demeurées infructueuses. En septembre dernier, une nouvelle médiation s'est ouverte à Saint-Domingue, sous l'impulsion de l'ex-premier ministre espagnol José Luis Rodríguez Zapatero et de

Danilo Medina, le président dominicain. Elle n'a toutefois pas permis d'atteindre les résultats escomptés. Alors que la crise vénézuélienne cristallise les scènes politiques européennes, en particulier en Espagne, l'Union européenne se montre quant à elle timidement « inquiète » et « préoccupée » de la crise vénézuélienne.

A la veille d'élections municipales et à un an du scrutin présidentiel, le Venezuela fait donc face à une société extrêmement polarisée marquée par une absence criante d'espaces propices au dialogue.

A placer à la marge :

Le Venezuela connaît une crise multiforme : explosion de l'inflation (+932% entre début décembre 2016 et fin février 2017), crise alimentaire récurrente, pénuries de médicaments, corruption endémique (le pays est classé 166^{ème} sur 176 selon l'ONG *Transparency International*).

Entre avril et août 2017, selon un rapport des Nations unies, plus de 120 personnes ont été tuées lors d'affrontements avec les forces de sécurité vénézuéliennes durant les vagues de manifestations anti-chavistes (plus de 6 000 durant cette période).

Le pouvoir suprême de la nouvelle assemblée constituante sur l'assemblée législative découle de l'article 349 de la Constitution vénézuélienne de 1999.